

Libye

Shakrah Olayinka Sadou



Vue d'ensemble

La Libye est divisée depuis 2014 entre les intérêts de deux gouvernements et forces militaires en concurrence : l'un reconnu par les Nations unies et l'ouest ; l'autre basé sur un régime militaire à Tabruk à l'est. En conséquence, les institutions économiques locales telles que la National Oil Corporation et la Banque centrale ont été paralysées. Le gouvernement d'entente nationale (GNA) à Tripoli est sous la direction du Premier ministre Fayez al Saraj, tandis que le leadership à l'est est assuré par le maréchal Kalifa Haftar, le commandant de l'Armée nationale libyenne (LNA), à Benghazi. Le conflit actuel entre ces deux groupes continue de détruire la source de revenus principale du pays, la production et l'exportation de pétrole, alors que des forces concurrentes font des raids et bloquent les installations de production. Bien que la communauté internationale ait déployé des efforts de consolidation de la paix, l'ingérence des pays étrangers et l'échec subséquent des rivaux politiques à conclure un accord de paix durable ont dévasté l'économie.

En 2019, le pays comptait 6.7 millions d'habitants,¹ majoritairement des jeunes. Un peu plus de 28 pour cent ont moins de 15 ans et 67.4 pour cent ont moins de 65 ans,² tandis que la population urbaine de la Libye est importante, jusqu'à 80 pour cent.³ La croissance du produit intérieur brut (PIB) s'est ralentie pour atteindre environ quatre pour cent en raison de la baisse des prix du pétrole en 2019.⁴ Après avoir chuté de 12.9 pour cent en 2017 à 10.1 pour cent en 2018,⁵ l'inflation a rebondi à une moyenne supérieure à 10 pour cent en 2019 en raison de l'intensification du conflit à Tripoli. En 2019, le déficit budgétaire s'est aggravé, passant de 7.4 pour cent en 2018 à 10.9 pour cent en 2019, en raison de la baisse des prix du pétrole. Ce déficit s'est produit malgré un taux plus élevé de production de pétrole de 1.15 million de barils par jour au deuxième trimestre de 2019, contre 0.97 en 2018.⁶

Selon la Banque mondiale, la masse salariale des employés du gouvernement en Libye est élevée, ce qui reflète une augmentation globale des dépenses de l'État en matière de salaires et de postes publics supplémentaires. Ceci est lié à l'utilisation de la masse salariale publique comme outil de stabilité politique pendant le conflit multifonctionnel.⁷ Les inquiétudes concernant l'utilisation des salaires de l'État pour financer les milices privées en Libye ont suscité des appels à un audit des deux banques centrales, la Banque centrale de Libye à Tripoli et la Banque centrale de Libye à Tabruk. Cet audit, qui a été

CHIFFRES CLÉS

Principaux centres urbains	Tripoli, Benghazi
Taux de change (1er juillet 2020): 1 USD = [a] 1 PPP\$ = [b]	1.40 Libyan Dinar (LYD) 0.48 Libyan Dinar (LYD)
Population totale [b] Population urbaine [b]	6 777 452 5 448 597
Taux de croissance démographique [b] Taux d'urbanisation [b]	1.47% 1.83%
PIB par habitant (en US\$) [b]	US\$7 684
Pourcentage de la population sous le seuil de pauvreté nationale (2017) [b]	n/a
Taux de chômage (% de la population active totale, estimation nationale (2017) [b])	17.7%
Proportion de la population adulte ayant emprunté formellement (2017) [b]	4.7%
Coefficient de Gini (2017) [b]	n/a
Classement des pays de l'IDH (2018) [c] Score par pays de l'IDH (2018) [c]	110 0.71
PIB (USD courants) [b]	US\$52 706 million
Taux de croissance du PIB [b]	2.54%
Taux d'inflation (2019) [d]	15.00%
Rendement des obligations d'État à 10 ans	n/a
Taux d'intérêt sur les prêts (2017) [b]	3.00%
Nombre de prêts hypothécaires en cours	n/a
Valeur des prêts hypothécaires résidentiels (\$ US courants)	n/a
Taux hypothécaire typique Terme Dépôt (2019) [d]	6% 30 années n/a
Ratio des prêts hypothécaires au PIB	n/a
Nombre de prêteurs hypothécaires	n/a
Nombre de prêts de microfinance en cours	n/a
Valeur des prêts de microfinance en unités de monnaie locale	n/a
Nombre de prestataires de microfinance	n/a
Nombre total de logements résidentiels formels dans le pays	n/a
Nombre total de propriétés résidentielles avec titre de propriété	n/a
Nombre de logements formels construits cette année	n/a
Prix de la maison nouvellement construite la moins chère par un promoteur officiel ou Entrepreneur dans une zone urbaine en unités monétaires locales (2019)	69 000 LYD
Taille de la maison nouvellement construite la moins chère par un développeur ou un entrepreneur officiel en zone urbaine	n/a
Location mensuelle typique pour la maison nouvellement construite la moins chère (2019)	723 LYD
Coût d'un sac standard de 50 kg de ciment en unités de monnaie locale (2019)	14.06 LYD (US\$10.12)
Type de registre des actes : numérique, numérisé ou papier [e]	Papier
Classement de l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale [e]	186
Nombre de procédures d'enregistrement des biens [e]	n/a
Temps d'enregistrement de la propriété [e]	n/a
Coût d'enregistrement de la propriété en tant que part du prix de la propriété [e]	n/a
Score de l'indice DBI de la qualité de l'administration foncière de la Banque mondiale (0-30) [e]	n/a
Pourcentage de femmes propriétaires seules : Total Urbain [f]	n/a n/a
Pourcentage de ménages disposant de services d'assainissement de base : Total Urbain [f]	n/a n/a
Pourcentage de ménages sans électricité : Total Urbain [f]	n/a n/a
Pourcentage de ménages de 3 personnes et plus par chambre à coucher : Total Urbain [f]	n/a n/a
Pourcentage de la population urbaine vivant dans des bidonvilles [g]	n/a

NB : Les chiffres sont pour 2020 sauf indication contraire.

[a] Xe.com	[e] World Bank Ease of Doing Business Indicators
[b] World Bank World Development Indicators	[f] Demographic and Health Surveys, USAID
[c] Human Development Reports, United Nations Development Programme	[g] United Nations Human Settlements Programme (UN-HABITAT)
[d] IMF World Economic Outlook Database	

retardé depuis 2018, aura probablement lieu en 2020, comme l'a annoncé la mission libyenne des Nations Unies.⁸

Selon Bloomberg,⁹ le retard de l'audit contribue maintenant à la détérioration des conditions politiques et aux accusations de corruption portées contre la banque centrale de Tripoli. La dernière en date est un blocus pétrolier dévastateur imposé par le commandant militaire libyen Khalifa Haftar en janvier 2020, dirigé contre la GNA à Tripoli. Pour lever le blocus, les forces de Haftar exigent un audit de la banque centrale qu'elles accusent de détourner des fonds et de distribuer inégalement les revenus de l'État.¹⁰

La Libye est aujourd'hui classée comme un pays fragile et se trouve au 110^e rang sur 189 pays dans le monde selon l'indice de développement humain.¹¹ Les dépenses d'investissement ont augmenté, passant de 4.8 pour cent en 2018 à 5.3 pour cent en 2019, mais elles sont encore bien inférieures aux 43.5 pour cent enregistrés en 2010. Cela a laissé des lacunes importantes dans le tissu social et l'infrastructure économique.¹²

La guerre en cours a exercé une forte pression sur les moyens de subsistance économiques. Les services essentiels ont été compromis, et les soins de santé en particulier se sont détériorés, avec seulement 17.5 pour cent des hôpitaux fonctionnels en 2018. Comme la Libye est un pays où l'eau est rare, l'accès à l'eau potable est un problème. En 2018, on estimait que 43 pour cent de la population dépendait de l'eau transportée par camion pour la boisson, alors qu'avant 2011, la plupart des villes et villages avaient accès à l'eau courante.¹³ En outre, au moins 18 écoles ont été endommagées depuis le début de l'année 2020, touchant environ 15 890 enfants.¹⁴

Le logement en Libye est gravement touché par les attaques continues contre les infrastructures et le déplacement forcé des résidents. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) identifiées en Libye est passé de 401 836 en mai 2000 à 425 714 en juin 2020.¹⁵ Cette situation est aggravée par l'insuffisance des dépenses d'investissement du gouvernement et l'insécurité générale ayant bloqué la mise en œuvre de projets de logement et de construction résidentielle depuis 2011.

Avant la COVID-19, le prix du pétrole se négociait à 18 US\$ le baril, mais à la mi-avril, il était tombé à -38 US\$, la première fois que le prix du pétrole brut est passé sous zéro.¹⁶ Étant donné que la majorité des revenus en Libye proviennent du pétrole, l'impact de la COVID-19 a eu une incidence importante sur une économie déjà faible. La chute des prix du pétrole, associée au conflit armé en cours, a certainement eu un impact négatif sur les revenus de la Libye et sur les conditions de vie générales de la population. L'effet de la COVID-19 est aggravé par le fait que la Libye présente un facteur de risque d'infection plus élevé en raison des déplacements massifs de population et de l'augmentation des établissements informels. En l'absence de logements, d'eau et de services de santé adéquats, le pays reste vulnérable à la COVID-19.

Accès au financement

La reprise du conflit armé en Libye en 2019 et 2020 a aggravé tous les secteurs économiques, y compris le secteur bancaire. Tous les secteurs de la population luttent pour accéder aux besoins de base et l'accès au financement du logement est donc presque impossible. Cette situation est compliquée par la concurrence entre les autorités politiques nationales et les banques centrales : La Libya Central Bank à Tripoli et la Libya Central Bank à Tabruk. La communauté internationale tente de remédier à cette situation par un audit des banques centrales, car il est largement admis que la concurrence autour du contrôle des recettes est généralement responsable de l'alimentation de la guerre civile.

Bien que les banques commerciales constituent la majorité de l'activité commerciale formelle en Libye, des activités financières informelles et des taux de change alternatifs sont néanmoins en vigueur. Ces informations sont toutefois limitées, car il est difficile d'accéder aux données sur l'activité financière en Libye.

Selon l'Union of Arab Bank, il existe 16 banques commerciales locales en Libye, dont la Libyan Foreign Bank et Al Wahada ; 14 banques arabes, dont la Bahrain Banking Corporation et la Egyptian Piraeus Bank, et huit banques étrangères, dont la British HSBC Bank.¹⁷

Avant le conflit en Libye, il n'existait pas d'institutions de microfinance. Namaa Tamweel,¹⁸ la première institution de microfinance en Libye, a été créée en octobre 2019. L'institution a pour mission de financer les micro-entrepreneurs. La situation politique et la guerre civile ont cependant retardé toutes les réformes bancaires qui en ont découlé et ont détérioré l'accès aux services financiers pour le logement.

Réponse à la COVID-19

Étant donné que la Libye est un pays à haut risque en raison des déplacements de population et de la présence d'établissements informels, l'Organisation mondiale de la santé a révisé le statut de la Libye de « groupe de cas » à « transmission communautaire ». Le Centre national libyen de contrôle des maladies propose des tests aux patients atteints de COVID-19.

Les réponses du GNA de la Libye pour freiner la COVID-19 sont principalement préventives. Elles comprennent la distanciation sociale, les couvre-feux, la fermeture partielle des lieux à haut risque, la fermeture des écoles et la fermeture de certaines entreprises non essentielles. Un couvre-feu total a été imposé en juillet et août 2020. Les autorités de la région orientale du pays ont également déclaré un couvre-feu de l'aube au crépuscule.

La Banque centrale de Libye à Tripoli et à Tabruk n'a mis en œuvre aucune mesure pour réduire ou régler le problème du taux d'intérêt sur le logement, ni aucune mesure pour interdire les expulsions de biens loués. La GNA a toutefois annoncé une enveloppe de 500 millions LYD (environ 356 millions US\$, soit un pour cent du PIB) en tant que fonds d'urgence COVID-19. L'utilisation de ces fonds n'étant pas précisée, il a été supposé qu'ils visaient à soutenir le système de santé.

De même, il n'y a pas eu de réponse spécifique du gouvernement aux conditions dans les quartiers informels pendant le confinement dû à la COVID-19. Cependant, il a été décidé de convertir les écoles pour accueillir les personnes déplacées pendant l'offensive du AGN d'avril/mai 2020 pour occuper Tripoli. Cette décision a entraîné le retrait de l'armée nationale libyenne des lignes de front et le déplacement d'environ 28 000 personnes de Tarhouna à Benghazi.

Faisabilité budgétaire

Il y a eu un déficit de logements en Libye jusqu'en 2011, mais la faisabilité financière n'était certainement pas un problème. Le pays est considéré comme un pays à revenu moyen supérieur et le logement était donc accessible à tous, en tant que droit de l'homme.¹⁹

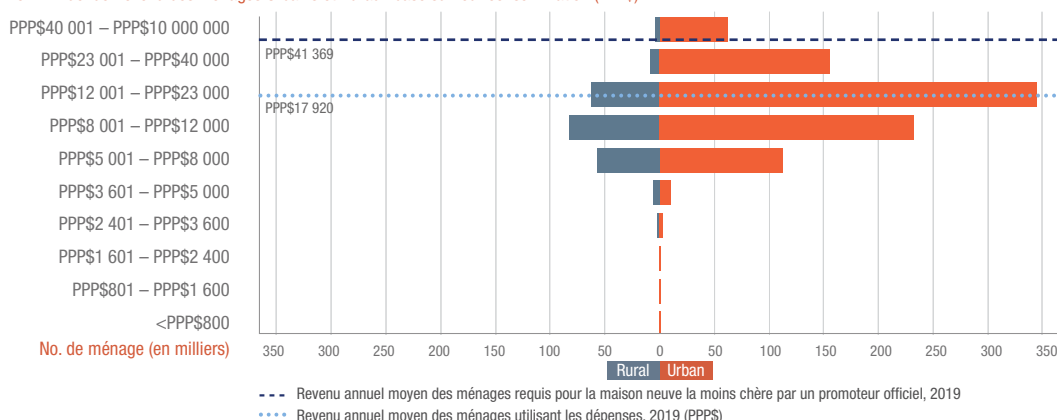
Les conditions de vie et l'accès à un logement sûr se sont détériorés dans la Libye post-Muammar Kadhafi et les gains réalisés par les programmes de logement du passé se sont érodés. En 2013, le gouvernement de transition a fait un effort pour relancer un programme de logement public²⁰ sans résultat. Les efforts actuels du gouvernement soutenu par les Nations Unies depuis 2017 pour remédier à la pénurie de logements n'ont donné aucun résultat tangible. En fait, la situation s'est aggravée depuis la reprise du conflit armé en 2019 et 2020.

L'avènement de la COVID-19 en 2020, associé au conflit armé en cours, a définitivement érodé le pouvoir d'achat des Libyens moyens. Le besoin de location de logements dans les zones urbaines a augmenté, étant donné l'augmentation du nombre d'établissements inadéquats, en particulier à Tripoli, où la plupart des logements ont été détruits. En outre, le secteur bancaire est toujours en crise et le manque de liquidités persiste.

Les prix actuels des locations s'accroissent bien au-delà de ce que peut se permettre un ménage moyen. Le loyer mensuel moyen d'un logement d'une chambre à coucher dans le centre-ville de Tripoli coûte 700.90 LYD (499.60 US\$), tandis que les loyers en dehors de la ville sont en moyenne de 408.25 LYD (291 US\$) par mois. La location d'une unité de trois chambres à coucher dans le centre-ville est estimée à 1 324.35 LYD (944 US\$) par mois et à 773.01 LYD (551 US\$) par mois en dehors de la ville. Le salaire minimum en Libye en 2020 est de 450 LYD (320 US\$). En 2012, le taux de chômage global était estimé à 17.7 pour cent. En raison de la situation politique et des perturbations dans le monde des affaires, le taux de chômage est resté élevé et la pauvreté est en augmentation.

LIBYE

Profil Annuel de Revenu des Ménages Urbains et Ruraux basé sur leur consommation (PPP\$)



Population:	6 777 452
Taux d'urbanisation:	1.83%
Cout de la maison nouvellement construite:	69 000 LYD
Nombre de Ménages Urbains pouvant s'offrir cette maison sur financement:	PPP\$143 750
1 PPP\$:	6.75%
1 PPP\$:	0.48 Libyan dinar

Source: <https://www.cgidd.com/> (2020)

L'écart entre la production et la demande de logements n'est pas seulement le résultat de la croissance démographique, mais est également influencé par d'autres facteurs, notamment la législation, ainsi que l'isolement de la Libye par rapport à l'économie mondiale. Les lois gouvernementales ont interdit les initiatives privées lorsque le socialisme a été adopté comme système politique et économique. Aujourd'hui, la baisse des revenus pétroliers et la persistance des conflits armés ont contribué à une nouvelle détérioration de la pénurie de logement.

Offre de logement

Après la levée des sanctions en 2003, le gouvernement de l'époque a tenté de résoudre le déficit de logements par un ambitieux projet d'infrastructure et de logement. Le projet consistait en un projet de 200 000 unités de logement estimé à 40 milliards US\$ avec des contrats attribués à des sociétés étrangères renommées telles qu'AECOM. Le programme en cours d'exécution a été arrêté en 2011 par les nouvelles autorités libyennes.

Le programme AECOM a été réévalué en 2013 à 100 milliards US\$ et devait être relancé par le gouvernement de transition. Cependant, l'ensemble du programme est resté en suspens depuis lors et le déficit de logements a été aggravé par le conflit politique et l'insécurité. Selon M. Mahmood Baclir Ajaj, le président du Conseil du logement et des infrastructures, le déficit total devrait atteindre 500 000 unités d'ici 2020.

Marché immobilier

La GNA à Tripoli a lancé divers programmes pour attirer les investisseurs étrangers dans le développement et la restructuration de l'immobilier. Cela concerne notamment les départements des finances et de la planification, le Conseil du logement et des infrastructures (HIB), le Fonds de développement économique et social, l'Organisation pour le développement des centres administratifs (ODAC), les maires de Tripoli et de Benghazi, le cadastre, la Jumhouria Bank et la Banque d'épargne et de développement immobilier. Ce sont les principaux organismes impliqués dans le développement et le financement du logement. À cet égard, deux forums internationaux ont été organisés pour promouvoir le secteur du logement, l'un en 2017 et le dernier en Tunisie les 5 et 6 février 2020. Lors de ces forums, des recommandations ont été formulées pour réviser la législation, moderniser le secteur bancaire, activer le registre foncier suspendu et promouvoir la participation du secteur privé dans la promotion immobilière.

Ces récents forums étaient destinés à compléter les réformes étatiques du secteur du logement initiées par le gouvernement Kadhafi en 2006. Connue sous le nom de décret 21, ce nouveau règlement a tenté d'ouvrir le secteur immobilier aux investissements internationaux dans le développement local du logement. En conséquence, le HIB a passé des contrats avec des promoteurs privés et étrangers pour la promotion immobilière. Cependant, malgré le décret 21 et les efforts des gouvernements ultérieurs, le marché immobilier libyen est toujours influencé négativement par la loi n° 4 de 1978. Cette loi a empêché la construction et le développement de logements à des fins lucratives, a mis fin aux loyers des logements et a interdit au secteur privé de construire des maisons à des fins de location.

Le conflit armé en cours fait courir un risque élevé à la gestion d'une entreprise en Libye, ce qui est très défavorable au développement immobilier. En conséquence, la Libye est classée 186^e sur 190 économies dans le rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale. Il n'existe actuellement aucune procédure pour l'obtention d'un permis de construire, l'enregistrement d'une propriété ou la résolution d'une insolvabilité, ce qui place la Libye au 186^e rang pour le traitement des permis de construire et au 187^e rang sur 190 pays pour l'efficacité de l'enregistrement des propriétés, selon le rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale. Depuis 2011, l'ambiguïté autour des droits de propriété persiste et les banques restent réticentes à enregistrer des biens comme garantie. En outre, l'environnement commercial libyen est en proie à la corruption : le pays est classé 170^e sur 180 pays dans l'indice de perception de la corruption 2018 de Transparency International.

Politique et réglementation

Les politiques et réglementations libyennes actuelles en matière de logement sont dominées par les griefs et le débat sur la loi n° 4 de 1978. Les gouvernements successifs depuis 2011 ont été critiqués pour leur incapacité à mettre à jour les règles et réglementations du secteur immobilier afin de refléter la nouvelle philosophie politique, qui donne la priorité au secteur privé. Le Congrès national général, qui dirigeait alors le pouvoir législatif, a introduit deux lois fin 2015. La loi 16, qui abolissait rétroactivement la loi 4, et la loi 20, qui en traitait les conséquences. À ce jour, la vision 2040 du Conseil national de planification libyen visant à améliorer la planification urbaine n'a tout simplement pas été mise en œuvre. Les efforts visant à améliorer la législation immobilière ont échoué en raison de l'insécurité et des conflits.

Le développement des infrastructures et des entreprises en Libye est toujours caractérisé par l'incertitude due à la guerre en cours et à la COVID-19. Il n'existe pas de législation spéciale concernant la pandémie. Une fois l'État de droit rétabli, les infrastructures et le logement devraient être des priorités absolues, en plus de la mise en place de politiques et de réglementations qui encouragent la création de richesses.

Opportunités

La Libye est un pays riche en pétrole, avec un grand potentiel dans les secteurs de l'immobilier et de l'hôtellerie. Cependant, plus de 140 milliards LYD (100 milliards US\$) pour le développement du logement ont été retenus en raison de la guerre en cours. D'autres secteurs de la promotion immobilière présentent également un intérêt, notamment l'hôtellerie, les chalets et les auberges pour l'industrie touristique (qui reste à développer). Terre de multiples civilisations, la Libye abrite cinq sites du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), très favorables au développement du tourisme éducatif et culturel. La Libye est également dotée de ressources naturelles et d'une population relativement jeune.

Une fois que le pays aura atteint la paix et la stabilité, la pénurie chronique de logements et les besoins des personnes déplacées à l'intérieur du pays devront être traités de toute urgence. La Banque mondiale a estimé en 2006 que la

restauration des infrastructures de la Libye coûterait 281 milliards LYD (200 milliards US\$) au cours des dix prochaines années. Un accord de paix en Libye pourrait certainement conduire à une augmentation de la production et des exportations de pétrole, ce qui améliorerait le déficit budgétaire et permettrait à la Libye d'améliorer la pénurie de logements et le développement économique.

Sites web

- Central Bank of Libya <https://cbl.gov.ly/en/>
- Bureau of Census and Statistics <http://www.bsc.ly/>
- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce <https://www.bsicbank.com>
- Daily Sabah <https://www.dailysabah.com>
- Displacement Tracking Matrix <http://www.globaldtm.info>
- Libya Analysis <http://www.libya-analysis.com>
- Libya Business News <https://www.libya-businessnews.com>
- Libya Herald <https://www.libyaherald.com>
- Libya Humanitarian Monitoring: Humanitarian Dashboard <https://reliefweb.int>
- Libya Observer <https://www.libyaobserver.ly>
- Real Estate Libya <https://www.estatelibya.com>
- Tripoli Architectures <https://www.e-architect.co.uk>
- Tripoli Properties <https://www.tripolipropertiesonline.com>

Accès aux données sur le financement du logement

En raison d'un manque de données fiables et comparables dans l'économie, la Libye n'est pas classée ni même mentionnée dans les statistiques mondiales sur les données. La compilation des données officielles est inadéquate et les informations compilées par de nombreuses sources internationales et de classement des indices sont incomplètes. Les entités de l'État qui devraient produire des données sur le pays sont les ministères des finances, de l'économie, du commerce et de l'industrie et de la planification. Les autres sont la Banque centrale de Libye, le HIB, l'ODAC, le cadastre, la Jumhouria Bank, la Banque d'épargne et de développement immobilier et le Bureau du recensement et des statistiques (BCS). Cependant, parmi ceux-ci, seuls l'organisme national chargé des statistiques de l'ensemble du pays - le BCS - et la Banque centrale de Libye, à Tripoli, produisent des rapports socio-économiques et monétaires, malgré des conditions difficiles.

La Chambre de commerce, diverses associations bancaires, les associations de promoteurs immobiliers et les syndicats devraient également produire des informations, ce qui n'est pas le cas. Dans un pays en faillite, l'accès à l'information est pratiquement impossible.

- 1 World Bank. Data. Population Total Libya (2018) <https://data.worldbank.org/indicator/SPPOPTOTL?locations=LY> (Consulté 9 Août 2020).
- 2 Statista. Libya: Age structure from 2009 to 2019. <https://www.statista.com/statistics/455653/age-structure-libya/> (Consulté 18 Août 2020).
- 3 World Bank. Urban population (% of total population) – Libya 2019. <https://data.worldbank.org/indicator/SP.URB.TOTL.IN.ZS?locations=LY> (Consulté 9 Août 2020).
- 4 African Development Bank. Libya Economic Outlook Macroeconomic performance and outlook. <https://www.afdb.org/en/countries/north-africa/libya/libya-economic-outlook> (Consulté 9 Août 2020).
- 5 African Economic Outlook. Statistics. <https://www.african-economic-outlook.org/statistics/> (Consulté 18 Août 2020).
- 6 African Development Bank. Libya Economic Outlook Macroeconomic performance and outlook. <https://www.afdb.org/en/countries/north-africa/libya/libya-economic-outlook> (Consulté 18 Août 2020).
- 7 World Bank Group. The World Bank in Libya. <https://www.worldbank.org/en/country/libya/overview> (Consulté 11 Août 2020).
- 8 Reuters (2020). U.N. Announces Start of Libya Central Bank Audit. US News. 7 July 2020. <https://www.usnews.com/news/articles/2020-07-27/un-announces-start-of-libya-central-bank-audit> (Consulté 11 Août 2020).
- 9 Al-Atrash, S. (2020). Charges of Misspent Oil Money Furthers Blockade in Libya. Bloomberg. 13 July 2020. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-07-13/a-delayed-central-bank-audit-is-fueling-regional-battle-in-libya> (Consulté 11 Août 2020).
- 10 Al-Atrash, S. (2020). Charges of Misspent Oil Money Furthers Blockade in Libya. Bloomberg. 13 July 2020. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-07-13/a-delayed-central-bank-audit-is-fueling-regional-battle-in-libya> (Consulté 11 Août 2020).
- 11 United Nations Development Programme. Human Development Reports. Libya – Human Development Indicators. <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/LBY> (Consulté 9 Août 2020).
- 12 African Development Bank. Libya Economic Outlook Macroeconomic performance and outlook. <https://www.afdb.org/en/countries/north-africa/libya/libya-economic-outlook> (Consulté 9 Août 2020).
- 13 African Development Bank. Libya Economic Outlook: Macroeconomic performance and outlook. <https://www.afdb.org/en/countries/north-africa/libya/libya-economic-outlook> (Consulté 9 Août 2020).
- 14 Reliefweb (2020). Livya : Covid-19-Situation report No 5, as of 27 May 2020. <https://reliefweb.int/report/libya/libya-covid-19-situation-report-no-5-27-may-2020> (Consulté 11 Août 2020).
- 15 Displacement Tracking Matrix (DTM) (2020) Libya – IDP and Returnee Report Round 31 (May to June 2020) 13 Août 2020. <https://displacement.iom.int/reports/libya-%E2%80%94-idp-returnee-report-round-31-may-june-2020> (Consulté 19 Septembre 2020).
- 16 Global Banking and Finance Review (2020). Currency movements and more: How Covid 19 has affected the financial markets 9 July 2020. <https://www.globalbankingandfinance.com/currency-movements-and-more-how-covid-19-has-affected-the-financial-markets/> (Consulté 19 Août 2020).
- 17 Bouazza, A. (2020). Libya's banking woes escalate with conflict. The Arab Weekly. 9 February 2020. <https://thearabweekly.com/libyas-banking-woes-escalate-conflict/> (Consulté 13 Août 2020).
- 18 Libya – business news (2019). Libya's First Microcredit Agency Launched. 31 October 2019. <https://www.libya-businessnews.com/2019/10/31/libyas-first-microcredit-agency-launched/> (Consulté 18 Août 2020).
- 19 Chengu, G. (2013). Gaddafi's Libya was Africa most Prosperous Democracy. 12 January 2013. Foreign policy Journal. <https://www.foreignpolicyjournal.com/2013/01/12/gaddafis-libya-was-africas-most-prosperous-democracy/> (Consulté 28 Août 2020).
- 20 AECOM (2013) AECOM announces US\$209-million contract with Libyan Housing and Infrastructure Board for nationwide housing, infrastructure development program. Press Release December 2013. <https://aecom.com/press-releases/aecom-announced-today-that-it-has-signed-an-agreement-with-the-libyan-governments-housing-and-infrastructure-board-hib-authorizing-work-valued-at-us209-million-over-a-25-month-period/> (Consulté 25 Août 2020).
- 21 Minimum-Wage.org. Libya Minimum Wage, Labor Law, and Employment Data Sheet Libya Minimum Wage Rate 2020. <https://www.minimum-wage.org/international/libya#:~:text=Libya%20Minimum%20Wage%20is%20the,heavily%20subsidizes%20rent%20and%20utilities> (Consulté 25 Août 2020).
- 22 World Bank Data. Unemployment, total (% of total labor force) (national estimate) – Libya. <https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.NE.ZS?locations=LY> (Consulté 9 Août 2020).
- 23 Mirza, A. (2013). Feature: Libya's US\$100bn housing opportunity. 20 June 2013. Architects' Journal. <https://www.architectsjournal.co.uk/home/feature-libyas-100bn-housing-opportunity/8649627.article> (Consulté 25 Août 2020).
- 24 Mirza, A. (2013). Feature: Libya's US\$ 100 bn Housing opportunity. 20 June 2013. Architects' Journal. <https://www.architectsjournal.co.uk/home/feature-libyas-100bn-housing-opportunity/8649627.article> (Consulté 25 Août 2020).
- 25 Sheibani, G. and Havard, T. (2006). The Reasons for Shortages of Housing in Libya. Research Institute of the Built & Human Environment, University of Salford. <http://www.virnet.de/daten/iconda/CIB9002.pdf> (Consulté 23 Août 2020). Pgs. 120-121
- 26 World Bank (2020). Doing Business 2020. Economy Profile Libya. <https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/L/Libya/LBY.pdf> (Consulté 26 Août 2020).
- 27 World Bank (2020). Doing Business 2020. Economy Profile Libya. <https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/L/Libya/LBY.pdf> (Consulté 26 Août 2020).
- 28 Transparency International (2018). Corruption Perception Index 2018 <https://www.transparency.org/cpi2018> (Consulté 26 Août 2020).
- 29 Ibrahim, S. (2016). Property claim in post-Gaddafi Libya: Political debates and justice seeking in the aftermath of Law 4/1978. Hague Journal on the Rule of Law. April 2017, Volume 9, Issue 1, Pgs. 135-15. <https://links.springer.com/article/10.1007/s2fs40803-016-0046-6> (Consulté 28 Août 2020).
- 30 Zaptia, S. (2020). The Second Libyan Real Estate Development Forum kicks off in Tunis with different views on how best to move forward. Libya herald. 5 February 2020. <https://www.libyaherald.com/2020/02/05/the-second-libyan-real-estate-development-forum-kicks-off-in-tunis-with-different-views-on-how-best-to-move-forward/> (Consulté 26 Août 2020).
- 31 UNESCO (2016). Libya's five world heritage sites put on list of world heritage in danger. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization <https://whc.unesco.org/en/news/1523> (Consulté 26 Août 2020).
- 32 World Bank (2016). Economic Effects of War and Peace in the Middle East and North Africa. Press Release. 3 February 2016. <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2016/02/03/economic-effects-of-war-and-peace-in-the-middle-east-and-north-africa> (Consulté 28 Août 2020).
- 32 The Heritage Foundation (2020.2020 Index of Economic Freedom: Libya. <https://www.heritage.org/index/country/libya> (Consulté 28 Août 2020).
- 34 The Libya Observer (2020). PC imposes complete lockdown during Eid days. 24 Septembre 2020. <https://www.libyaobserver.ly/news/pc-imposes-complete-lockdown-during-eid-days> (Consulté 31 Août 2020).
- 35 International Monetary Funds (2020). Policies Responses to COVID-19. <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19> (Consulté 21 Août 2020).